

Réouverture des écoles: un choix "social", déjà critiqué

Paris, 14 avr. 2020 (AFP) -

La décision de rouvrir progressivement les écoles à partir du 11 mai, annoncée par Emmanuel Macron, est guidée par la volonté de lutter contre le creusement des inégalités dû au confinement, mais elle est déjà critiquée.

Cette réouverture ne se fera "pas du jour au lendemain", a précisé mardi le ministre de l'Education Jean-Michel Blanquer sur France 2 et France TV info.

"Le premier critère, il est d'abord social", a-t-il souligné, laissant entendre que les élèves les plus en difficulté pourraient reprendre en premier. "Il faut sauver les élèves qui pourraient partir à la dérive du fait du confinement", a expliqué le ministre. "C'est les publics les plus fragiles que j'ai d'abord en tête pour assurer ce service public", a-t-il insisté.

Au cours des dernières semaines, il avait en effet évoqué la crainte que la fermeture des écoles depuis le 16 mars creuse les inégalités scolaires et accentue le décrochage de certains jeunes, notamment des filières professionnelles.

"Les dégâts sociaux et humains" du confinement "peuvent être très importants", a reconnu le ministre mardi.

Pour préparer la reprise, qui passera "forcément par de très grands aménagements", Jean-Michel Blanquer a annoncé des consultations de deux semaines avec les organisations syndicales, lycéennes, ou fédérations de parents.

Il a prévenu que les enfants des "mêmes âges" ne rentreraient pas au même moment et qu'il ne pourrait pas y avoir de classes avec de grands groupes d'élèves, ce qui conduira sans doute à des amplitudes horaires moins importantes que d'ordinaire.

Quant à la mise à disposition de masques pour tous les enfants et enseignants, "ça fait partie des choses qu'on va décider au cours des deux prochaines semaines", a-t-il dit.

Interrogé juste après l'allocution d'Emmanuel Macron lundi soir, le premier syndicat du primaire, le Snuipp-FSU, a exprimé une forte inquiétude: "on sait que l'école est un lieu de haute transmission, de haute contamination, ça paraît être en contradiction totale avec le reste", a réagi sa secrétaire générale Francette Popineau.

- "Ne pas se précipiter" -

Le président de la Fédération des médecins de France Jean-Paul Hamon, s'est dit "tracassé" mardi matin par cette annonce qui ferait courir "un risque inutile", selon lui.

"Les enfants n'obéissent pas forcément aux consignes, ils vont naturellement jouer ensemble et ils risquent de ramener le virus à la maison", a-t-il rappelé dans un entretien sur le site de Franceinfo.

La reprise "doit être sécurisée, préparée et précisée", a de son côté mis en garde le syndicat Unsa Education. "Il est essentiel de pas se précipiter et de s'assurer d'une organisation qui garantisse la sécurité sanitaire des personnels et des élèves en prenant toutes les mesures nécessaires".

Un impératif de sécurité sanitaire également mis en avant par le syndicat de l'enseignement professionnel Snuép-FSU: "chaque personnel et chaque élève devra être équipé en masques et testé", écrit-il.

Dans la voie professionnelle, certains "sont en décrochage depuis le 16 mars. Il est indispensable de clarifier précisément le rôle des enseignants car penser un retour même progressif avec des cours semblables à la période pré-confinement est irréal", ajoute le syndicat.

"Si début mai, nous constatons que toutes les conditions sanitaires ne sont pas réunies, nous nous opposerons à la réouverture", prévient aussi le Snalc, qui exige des tests pour tous les personnels et élèves.

Le syndicat du secondaire s'interroge par ailleurs sur les modalités de reprise évoquées: si les élèves reviennent par petits groupes, que fait-on des autres ? "Fera-t-on cours à certains le lundi et à d'autres le mardi, ce qui n'aidera certainement pas beaucoup le redémarrage économique ?", demande-t-il par exemple.

ito/epe/cbn

Afp le 14 avr. 20 à 12 51.